

Accueil → Environnement & aménagement → Fin de la surpêche : un cap inaccessible ?

## FIN DE LA SURPÊCHE : UN CAP INACCESSIBLE ?

DÉCRYPTAGE

Les Objectifs de développement durable fixés par l'ONU prévoyaient de mettre fin aux subventions contribuant à la surpêche d'ici 2020. Où en est-on, alors que les négociations sur le sujet reprennent à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ?

12 octobre 2020

ENVIRONNEMENT & AMÉNAGEMENT

BIODIVERSITÉ



Des pêcheurs pendant le moratoire d'été sur la pêche en mer Jaune et en mer de Chine orientale. (Photo by STR / AFP) / China OUT

L'ONU prévoyait en 2015 de « mettre un terme à la surpêche » d'ici la fin de décennie dans le but de « rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible ». Or, dans son dernier rapport consacré à pêche, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) juge « improbable » la réalisation de cet objectif compte tenu de la situation actuelle de la surpêche à l'échelle mondiale.

**Plus d'un tiers des stocks de poissons sont surexploités**

Dans son rapport, la FAO dresse un panorama alarmant de la surpêche dans le monde. Elle estime ainsi que 34,2 % des stocks de poissons exploités par les pêcheries marines étaient surexploités en 2017. Ce pourcentage s'élève à 39 % des stocks dans l'Atlantique du Nord-Est et les mers avoisinantes, et jusqu'à 88 % dans la mer Méditerranée et dans la mer Noire. Autrement dit, ces réserves de poissons sont exploitées à un niveau insoutenable, s'épuisant à un rythme trop rapide pour se reconstituer, tandis que la plupart des autres stocks (60 %) sont exploités au maximum de leur capacité.

La tendance est à la hausse continue depuis les années 1970, où le niveau de surpêche était trois fois plus bas qu'aujourd'hui. Une tendance qui est contrastée géographiquement : si les pays développés semblent améliorer progressivement leur mode de gestion de la pêche, à l'inverse la situation s'aggrave dans les pays en développement, toujours selon la FAO.

---

### *A LIRE AUSSI : Océans menacés, humanité en danger*

---

**La surexploitation des ressources halieutiques représente une menace immense pour la biodiversité marine.** Destruction des habitats, déséquilibre des écosystèmes, risques d'extinction pour certaines espèces, notamment prédatrices (requin, raie et espadon), inquiètent les ONG comme Bloom ou le WWF.

Outre ses ravages écologiques, la surpêche a aussi des conséquences sociales et économiques. Le non-renouvellement des stocks de poissons risque de pénaliser à long terme les populations qui en dépendent. On constate déjà une baisse de la productivité des bateaux de pêche à l'échelle de la planète, malgré l'augmentation de leur nombre et de leur capacité de prises. La surexploitation fait ainsi peser de sérieuses menaces sur la sécurité alimentaire mondiale, alors que plus de 3 milliards de personnes dans le monde dépendent de la pêche pour leurs principales sources de protéines.

## **Des aides financières qui alimentent la surpêche**

Les causes de la surexploitation des stocks de poissons sont plurielles. La pêche illicite et le manque de transparence des accords de pêche contractés entre pays développés et pays en développement en font notamment partie. Mais pour Daniel Pauly, spécialiste renommé des ressources marines, **le soutien financier au secteur sous la forme de subventions est le principal problème en matière de surpêche.**

Ce sont environ 35 milliards de dollars d'aides à la pêche qui sont dépensés chaque année par les gouvernements à l'échelle mondiale, dont environ 60 % contribuent directement à l'augmentation des capacités de prises des navires. Et, selon lui, ces aides financières favoriseraient largement la pêche industrielle de haute mer, plutôt que la petite pêcheerie côtière, bien moins destructrice.

Ces subventions prennent des formes diverses comme l'aide à l'achat de matériel de pêche ou de carburant, ou l'aide à la construction et à la modernisation des bateaux. Souvent perçu par les autorités comme une manière de développer les zones côtières moins dynamiques économiquement que les villes, le soutien aux pêcheurs est pratiqué par tous les pays.

En termes de volume, la plupart des études s'accordent sur le fait que la Chine est de loin le premier subventionneur mondial. Viennent ensuite l'Union européenne, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, dans des ordres qui varient selon différentes études. Or, les objectifs de développement durable prévoient explicitement l'interdiction des subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche d'ici 2020, ainsi que l'impossibilité d'en accorder de nouvelles (cible 14.6). Pourtant, **à seulement trois mois de la fin de l'année, aucun accord multilatéral n'a été trouvé sur ce sujet** qui divise depuis les années 2000.

## **Repenser les subventions : des négociations incertaines**

C'est dans ce cadre qu'ont repris les négociations entre les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en septembre dernier. Cela fait vingt ans que les gouvernements échangent dans le but de réduire les subventions les plus préjudiciables, sans jamais aboutir. Lors de la onzième conférence de l'OMC à Buenos Aires en 2017, les ministres se sont accordés sur un programme de travail en vue d'adopter en 2020 un accord entérinant l'objectif onusien. Celui-ci devrait, dans l'idéal, mettre fin aux subventions à la pêche illicite, et à celles qui financent la surcapacité des bateaux et la surpêche. Il est aussi prévu un traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés.

---

### *A LIRE AUSSI : Surpêche : l'exigence de transparence change le système*

---

Loin de viser l'arrêt total des aides aux pêcheurs, **l'objectif est plutôt de repenser les subventions pour ne plus inciter à la surpêche.** L'ambition est de basculer les aides vers des mécanismes qui améliorent les revenus des pêcheurs tout en préservant les stocks de poissons.

Parmi ces aides vertueuses figurent les subventions pour la gestion des pêches et la recherche et développement (R&D), les paiements qui ciblent directement les revenus des pêcheurs et non plus les engins de pêche (programmes d'assurance-emploi, aides en cas de catastrophes naturelles), ou encore les programmes de montée en compétences des pêcheurs. L'OCDE chiffre ainsi à 2 milliards de dollars les revenus supplémentaires des pêcheurs si les subventions dédiées aux carburants étaient redirigées vers le soutien aux entreprises et au capital humain.

À trois mois de la fin de l'année, les pays parviendront-ils à s'accorder pour mettre fin aux outils financiers les plus préjudiciables favorisant la surpêche ? À l'issue du premier round de discussions réunissant 50 délégations qui se s'est tenu mi-septembre, le président des négociations, Santiago Wills, a noté, de manière sibylline, que « certains membres avaient souligné l'importance de conclure les négociations en 2020 », pendant que d'autres « doutaient qu'il soit possible de respecter cette échéance » dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En clair, rien n'est acquis.

Alors que le WWF estime qu'il faudrait deux fois moins de chalutiers à l'échelle de la planète pour assurer un véritable développement durable du secteur, la fin de la surpêche demeure un horizon encore incertain et lointain.

*Les opinions exprimées dans ce blog sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément la position officielle de leur institution ni celle de l'AFD.*



PAR FLORA TROUILLOUD  
Rédaction ID4D

## SUR LE MÊME THÈME



Développer les systèmes d'alerte précoce pour réduire le risque de catastrophe au Sud



Zoonoses : placer la santé animale au cœur du développement



Au Zimbabwe, la société civile fait plier les compagnies minières